

PLAN D'URGENCE POUR LES URGENCES

Notre hôpital public connaît une crise sans précédent : 133 services d'urgence sur 620 sont en difficulté et depuis le 1er décembre 2021, 14 200 patients ont passé la nuit sur un brancard sans chambre attribuée. Tous les jours, dans nos territoires, nous ne pouvons que constater cette crise. La 7ème vague de Covid-19 et les épisodes caniculaires de l'été risquent d'aggraver cette situation.

Il est désormais urgent d'agir pour que tous les Françaises et Français puissent continuer à se soigner cet été. Nous avons donc pris connaissance des recommandations de la mission flash du Dr. Braun, devenu entre-temps Ministre de la Santé et de la Prévention.

Quelques-unes de ces recommandations recueillent notre accord, comme la simplification des protocoles de coopération entre professionnels de santé, ou le maintien des praticiens non-européens sur notre territoire. Pour l'extrême majorité des autres recommandations, elles ne sont pas à la hauteur de la crise de l'hôpital public que nous vivons, comme le tri des patients aux urgences par du personnel paramédical.

À l'opposé de ce manque cruel d'ambition, nous, députés socialistes et apparentés, proposons d'aller beaucoup plus loin et d'agir dès cet été pour protéger nos urgences, ses professionnels et les patients.

Pour stopper la fuite des professionnels de santé hors de l'hôpital public, nous proposons de **revaloriser immédiatement leur salaire de base** (aucun aide-soignant sous les 2 000 euros net, aucun infirmier sous les 2 200 euros net) et leurs indemnités (par exemple, multiplier par 5 celles pour la permanence de soins).

"Pour passer l'été" et sur un "mode de gestion de crise", nous proposons en outre de **recruter à temps partiel les personnels soignants travaillant dans des services de cliniques privées** où des déprogrammation jusqu'à la rentrée sont acceptables (ex. : chirurgie esthétique, etc.) qui souhaitent venir aider l'hôpital public; et plus largement de faire contribuer le secteur privé.

Nous proposons également **d'améliorer les conditions de travail et de reconnaître dignement la pénibilité** en revalorisant le travail de nuit, celui le week-end, en replaçant dans la catégorie active les infirmiers, les personnels paramédicaux, les cadres de santé, etc. et en attribuant des années de bonification pour la retraite.

Nous proposons en parallèle de revoir de fond en comble le management des équipes dès cet été en **titularisant sur son poste et sa fonction chaque soignant, en formant des binômes infirmier/aide-soignant**, et plus largement en redonnant la liberté d'organisation que les professionnels ont eue pendant la 1ère vague de l'épidémie de Covid-19.

Le recours à l'intérim médical risque de fragiliser encore plus nos hôpitaux cet été. Nous proposons simplement d'appliquer la loi, ce que le Gouvernement se refuse à faire, afin de **mettre fin aux rémunérations indécentes du "mercenariat médical" pouvant atteindre 5 000 euros pour 24 heures de travail**.

Nous proposons aussi de desserrer l'étau financier de l'ensemble des hôpitaux en **augmentant les budgets hospitaliers de 10%**. La situation dans nos territoires d'outre-mer est particulièrement critique. La revalorisation des coefficients géographiques propres à ces territoires serait une mesure juste à court terme afin de **permettre aux établissements hospitaliers d'outre-mer d'avoir des financements accrus**.

Nous appelons également à la **suppression du forfait patients urgences** (« FPU ») entré en vigueur en janvier dernier afin de réduire le renoncement aux soins qui risquerait in fine d'engorger encore plus nos hôpitaux (pour rappel, chaque patient paie désormais une somme forfaitaire de 19 € pour tout passage aux urgences non suivi d'une hospitalisation).

Nous proposons enfin de réarmer tout de suite notre médecine de ville, dont la dégradation reporte mécaniquement la demande de soins sur l'hôpital, et notamment sur les urgences. Nous mettons sur la table **l'ouverture de maisons médicales de garde à côté des services d'urgence**, la rémunération juste des professionnels libéraux y travaillant et le **retour de l'obligation de la permanence des soins en ville, pour lutter contre les déserts médicaux**.

Nous présenterons une réforme de profondeur de l'hôpital public dès la rentrée, mais d'ici là, **nous appelons solennellement le Gouvernement à considérer sérieusement et en toute urgence nos propositions de sauvetage des services des urgences, de l'hôpital public et plus largement de notre système de santé !**